

COI Focus

IRAK

Corruption et fraude documentaire

20 mai 2021 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : néerlandais

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	4
1. Corruption	5
2. Mesures anti-corruption	9
3. Fraude documentaire	10
3.1. Carte d'identité.....	11
3.2. Passeport	11
3.3. Certificat de nationalité	12
3.4. Autres documents.....	13
4. Trafic d'êtres humains.....	13
Résumé	15
Bibliographie	16

Liste des sigles utilisés

AINA	Assyrian International News Agency
AFP	Agence France-Presse
AI	Amnesty International
BBC	British Broadcasting Corporation
CPI	Iraqi Commission on Public Integrity
DFAT	Department of Foreign Affairs and Trade (Australia)
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre
IDP	Internally Displaced Person
IOM	International Organization for Migration
IRB	Immigration and Refugee Board of Canada
KAR	Région du KRG
Landinfo	Norwegian Country of Origin Information Centre
MENA	Middle East and North Africa
NRC	Norwegian Refugee Council
PDS	Public Distribution System
SIGIR	Special Inspector General for Iraqi Reconstruction
SSI	Strategic Studies Institute
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
USDOS	United States Department of State

Introduction

Le présent COI Focus dresse un état des lieux en matière de prévalence de la corruption et de la fraude documentaire en Irak. Partant de la définition de la Banque mondiale, pour laquelle la corruption est « l'abus d'une fonction publique au bénéfice d'un profit personnel¹ », l'on examinera dans quelle mesure les institutions irakiennes sont minées par ce phénomène. Le deuxième chapitre traite des mesures prises par le gouvernement irakien afin de lutter contre la corruption. Le chapitre suivant explique à quel point la fraude documentaire est courante en Irak. Enfin, l'on se penchera sur l'intrication du trafic des êtres humains et du commerce de faux documents.

L'objectif du présent COI Focus n'est pas de fournir un aperçu intégral de ce thème, mais de servir de support au traitement des dossiers de demandes de protection internationale. Il s'agit d'un outil servant à évaluer correctement la valeur probante des différents documents soumis dans le cadre de dossiers d'asile.

Ce COI Focus repose sur des sources accessibles au public. Il constitue la mise à jour d'un rapport portant le même titre et daté du 12 juillet 2019.

La période couverte par ce COI Focus s'étend jusqu'au 20 mai 2021.

¹ World Bank, 19/02/2020, [url](#)

1. Corruption

Dans son rapport annuel 2020 sur les droits de l'homme, le département d'État américain fait état d'une corruption généralisée et systématique au sein des institutions gouvernementales irakiennes. Toujours en 2020, de nombreux rapports font état de pratiques de corruption de la part d'hommes politiques et de fonctionnaires à tous les niveaux de l'appareil étatique irakien, y compris dans la Région autonome kurde (région du KRG). Des milices armées sont directement impliquées et assurent la « protection » d'hommes politiques et de fonctionnaires corrompus. L'ingérence politique, une réglementation confuse et le manque de transparence entravent les enquêtes judiciaires visant la corruption. Les enquêtes indépendantes sur la corruption menées par les médias ou les ONG restent limitées, en partie à cause des menaces, des intimidations et des violences auxquelles sont exposés les journalistes ou les militants qui dénoncent la corruption². Selon un membre de la commission des services du parlement irakien, plus de 6.000 projets fantômes ont été mis en place en Irak au cours de la période 2003-2019. Le coût de ces projets fantômes (*phantom projects*) s'élève à 176 milliards de dollars³. Une commission parlementaire estime que la corruption a allégé les caisses de l'État irakien de quelque 320 milliards de dollars pour la période 2003-2018⁴.

Freedom House décrit la corruption en Irak comme un problème permanent aux proportions extraordinaires, y compris dans la région du KRG. La corruption menace la stabilité politique du pays et est considérée comme l'une des principales causes des manifestations de grande ampleur qui ont lieu dans les villes irakiennes depuis 2019. Les partis politiques s'opposent aux mesures de lutte contre la corruption, parce qu'ils utilisent les ministères qu'ils gèrent pour détourner des fonds. Les partis politiques reçoivent également de l'argent des chefs d'entreprise pour l'attribution de contrats gouvernementaux. Les enquêteurs ou les lanceurs d'alerte (*whistleblowers*) qui dénoncent des problèmes de corruption font l'objet d'intimidation et de violences⁵.

Selon le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), la corruption touche l'ensemble de la société irakienne. Souvent, un pot-de-vin est exigé pour le plus banal des services. Le blanchiment d'argent, le népotisme et le détournement de fonds publics sont courants dans les institutions gouvernementales, à tous les niveaux hiérarchiques. La corruption et l'enrichissement personnel sont également monnaie courante dans la nomination des fonctionnaires et l'attribution des marchés publics. Le fonctionnement du système judiciaire, de la police, des services de sécurité et des douanes est également affecté par le phénomène. Des sommes colossales sont détournées, notamment dans le secteur pétrolier. Des réseaux criminels, de connivence avec des hommes politiques et des fonctionnaires de haut rang, font fortune grâce à la contrebande de pétrole⁶. Le DFAT décrit le niveau de corruption dans la région du KRG comme étant extrêmement élevé, bien qu'elle soit moins généralisée que dans le reste du pays. La qualité des services publics dans la région se détériore, en partie parce que d'importants revenus provenant du commerce du pétrole sont détournés⁷.

Dans le *2020 Corruption Perceptions Index* de Transparency International, les pays sur lesquels porte l'enquête se voient attribuer une note de zéro à cent, en fonction de la corruption observée. Alors que la meilleure note est attribuée à la Nouvelle Zélande et au Danemark avec 88, l'Irak obtient un 21. Parmi les 180 pays analysés, l'Irak se positionne à la 160^e place, au même titre que l'Érythrée, le

² USDOS, 30/03/2021, [url](#)

³ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

⁴ USDOS, 13/03/2019, [url](#)

⁵ Freedom House, 03/03/2021, [url](#)

⁶ DFAT, 17/08/2020, p. 14, [url](#)

⁷ DFAT, 17/08/2020, p. 15, [url](#)

Cambodge et le Tchad, entre autres⁸. Les années précédentes également, l'Irak a sans discontinuer affiché de mauvaises performances dans le *Corruption Perceptions Index*⁹.

Le Bertelsmann Stiftung Transformation Index de 2020 décrit la corruption comme inhérente au fonctionnement des institutions publiques irakiennes. Cette situation met à mal les droits civils dans le pays et a un impact négatif aux plans socioéconomique et politique¹⁰. La corruption est également très répandue dans la région du KRG¹¹. Le fonctionnement indépendant du système judiciaire irakien est entravé par l'ingérence politique, le favoritisme et le clientélisme, ce qui empêche la poursuite des (anciens) hauts responsables politiques pour corruption¹². De précédents rapports de la Bertelsmann Stiftung indiquent également que le fonctionnement des institutions publiques irakiennes est rongé par une corruption généralisée. Malgré les promesses répétées des gouvernements irakiens successifs de s'attaquer à la corruption, une approche globale du problème se fait attendre et les fonctionnaires ou hommes politiques corrompus échappent aux poursuites. Étant donné la réduction des salaires des fonctionnaires, la corruption a même semblé s'amplifier pendant la période 2015-2017. Les institutions créées pour lutter contre le phénomène, comme l'Iraqi Commission on Public Integrity (CPI), sont inefficaces. Qui plus est, le personnel de ces institutions subit des intimidations et des pressions de la part du monde politique, comme l'affirme la Bertelsmann Stiftung¹³ dans un rapport couvrant la période de février 2015 à janvier 2017¹⁴.

Selon la Banque mondiale, la corruption alimente la méfiance à l'égard des institutions de l'État irakien et du système politique, notamment chez les jeunes Irakiens¹⁵. Les services publics sont largement affectés par la corruption. Les recherches indiquent que plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête du Baromètre arabe en 2019 ont déclaré avoir dû payer des pots-de-vin pour avoir accès aux infrastructures scolaires et aux soins de santé¹⁶. D'après les *Worldwide Governance Indicators* de la Banque mondiale, ces dernières années l'Irak a sans cesse affiché de mauvaises performances sur l'indicateur de *contrôle de la corruption*¹⁷.

Selon le U4 Anti-Corruption Resource Centre, une ONG norvégienne qui effectue des recherches multidisciplinaires en matière de corruption, le système de *muhasassa*, qui garantit la représentation proportionnelle des groupes ethno-confessionnels dans les institutions politiques, est à la base du sectarisme, du népotisme et de la corruption systématique qui caractérisent le fonctionnement du gouvernement irakien¹⁸. Combiné aux défis socioéconomiques auxquels l'Irak est confronté, cet état se fait entraîner une érosion complète de la confiance du public dans les actions du gouvernement irakien, avec à la clé des manifestations permanentes et à grande échelle¹⁹. Les recherches menées par le National Democratic Institute indiquent que, selon la majorité de la population, la corruption ne fait que croître en Irak, y compris dans la région du KRG. Ce qui préoccupe particulièrement les participants à cette étude, ce sont les pratiques de corruption parmi les politiciens de haut rang. Les personnes interrogées mentionnent également la corruption dans le système scolaire, le système de soins de santé et les conseils provinciaux²⁰. Bien que la majorité des personnes interrogées dans le

⁸ Transparency International, 2021, [url](#)

⁹ Transparency international, 2020, [url](#) ; Transparency International, 2019, [url](#)

¹⁰ Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 4, [url](#)

¹¹ Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 9, [url](#)

¹² Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, pp. 11-13, [url](#)

¹³ Le Bertelsmann Stiftung Transformation Index est un projet de la Bertelsman Stiftung dans le cadre duquel est analysée l'évolution de 129 pays vers une structure étatique démocratique et vers une économie de marché. Y contribuent des experts des pays concernés et des membres du milieu universitaire.

¹⁴ Bertelsmann Stiftung, 2018, [url](#)

¹⁵ World Bank, 2020, pp. 36-37, [url](#)

¹⁶ World Bank, 2020, p. 38, [url](#)

¹⁷ World Bank, 2019, [url](#)

¹⁸ U4 Anti-corruption Resource Centre, 11/12/2020, p. 1, [url](#)

¹⁹ U4 Anti-corruption Resource Centre, 11/12/2020, p. 2, [url](#)

²⁰ U4 Anti-corruption Resource Centre, 11/12/2020, p. 10, [url](#)

cadre de l'enquête du National Democratic Institute signalent que la prestation de services s'est améliorée en Irak depuis 2018, trois personnes interrogées sur dix déclarent que le plus souvent les fonctionnaires réclament des cadeaux ou des sommes d'argent pour les services rendus. L'enquête indique également que la corruption est fréquente pour obtenir un emploi ou une promotion²¹.

Les pratiques de corruption sont également courantes dans l'armée et la police. Les officiers empochent les salaires des soldats enregistrés mais inactifs, appelés soldats fantômes (*ghost soldiers*)²². Les milices qui restent actives en Irak s'arrangent avec des représentants du monde politique pour détourner de l'argent à grande échelle lors de l'attribution de contrats publics. Plusieurs chefs de milice ont ainsi accédé au statut d'hommes d'affaires extrêmement riches²³.

Toby Dodge, spécialiste de l'Irak, affirme que le système politique irakien engendre la corruption, entre autres en accordant aux politiciens élus le pouvoir de nomination dans l'administration publique. Le maintien de cette pratique a fait passer les fonctionnaires de 850.000 à 7,5 millions de personnes entre 2004 et 2016. De hauts fonctionnaires nommés par le pouvoir politique attribuent des marchés publics à des entrepreneurs affiliés au même parti politique et les couvrent lorsque la qualité des prestations fournies est médiocre²⁴.

En juillet 2020, le New York Times rapportait que l'Irak était la nation d'où la richesse nationale était la plus transférée vers l'étranger. Le pays est considéré comme une kleptocratie soutenue par des milices et un monde politique corrompus :

« Iraqi political life may look like gang warfare to outsiders, but on most days its turbulent surface conceals a calm and cheerful business of looting. At every government ministry, the biggest spoils are allocated by unwritten agreement to one faction or another. The Sadrists have the Health Ministry, the Badr Organization has long had the Interior Ministry and the Oil Ministry belongs to Al-Hikma. »²⁵

Certaines milices chiites irakiennes, comme le Kataeb Hezbollah, déjouent les plans des politiciens irakiens et perpétuent un système d'enrichissement personnel :

« The militias have been aided and abetted by a new Iraqi political class whose sole ethic is self-enrichment. Over the years, this cross-sectarian cabal has mastered scams at every level: routine checkpoint shakedowns, bank fraud, embezzling from the government payroll. Adel Abdul Mahdi, who was hailed as a potential reformer when he became Iraq's prime minister in 2018, hoped to subordinate the militias to the state. Instead, they outmaneuvered and overpowered him. His cabinet included people with ties to some of the worst graft schemes afflicting the country. »²⁶

Dans le même temps, les milices ont le monde des affaires irakien sous leur emprise. Un magnat (corrompu) du secteur de la construction témoigne que sans le versement de pots-de-vin aux politiciens et sans le soutien d'une milice, les hommes d'affaires ne peuvent pas s'en sortir²⁷.

The Independent rapportait en juin 2020 que plusieurs milliards provenant de l'argent public sont transférés vers des projets inexistantes ou inexécutés. Ce sont, entre autres, des milliers de projets industriels non opérationnels dans le secteur privé et des dizaines d'entreprises publiques qui reçoivent des subsides dans tout le pays²⁸.

²¹ U4 Anti-corruption Resource Centre, 11/12/2020, p. 12, [url](#)

²² U4 Anti-corruption Resource Centre, 11/12/2020, p. 14, [url](#)

²³ U4 Anti-corruption Resource Centre, 11/12/2020, p. 15, [url](#)

²⁴ Dodge T., 01/10/2019, [url](#)

²⁵ The New York Times, 29/07/2020, [url](#)

²⁶ The New York Times, 29/07/2020, [url](#)

²⁷ The New York Times, 29/07/2020, [url](#)

²⁸ USDOS, 30/03/2021, [url](#)

En 2016, un membre de la commission parlementaire qui enquête sur la corruption a informé The Guardian que la corruption était généralisée en Irak :

« Everybody is corrupt, from the top of society to the bottom. (...) Believe me, most of the senior names in the country have been responsible for stealing nearly all its wealth. There are names at the top of the tree who would kill me if I went after them. When people here steal, they steal openly. They brag about it. There is a virus here, like Ebola. It is called corruption. There is no hope, I am sorry to say. »²⁹

L'ancien vice-président, Iyad Allawi, a fait informé The Guardian qu'il est extrêmement difficile d'intervenir contre la corruption en Irak : « There are organized corruption syndicates running the country. »³⁰

Le sociologue Ali al-Khafaji a fait savoir à Al-Monitor à quel point il est courant de payer un fonctionnaire en Irak pour qu'une procédure administrative se déroule rapidement :

« Bribery has become commonplace in Iraq, and it is covered up with justifications or special arrangements. Many Iraqis have grown accustomed to visiting a [state agency] employee at home or in an agreed-upon place to give him a commission for expediting an administrative procedure and overcoming legal obstacles. »³¹

Selon Hussein Hussein, pour Al-Monitor, c'est particulièrement lors de la mise en chantier de travaux publics que l'intrication entre entreprises privées et monde politique donne lieu à la corruption. À cet égard, l'auteur signale que :

« Corruption in infrastructure projects is widely linked to political corruption, and political officials are often directly involved in it. Contracting projects in Iraq are investment projects monopolized by a group of parties and influential people in power. They finance themselves through these contracts, while each party covers for the other. The contracting process goes through several stages of coordination and planning among influential officials and contractors. The first step is starting the contracting as well as securing the money for it. The amount is then doubled to make room for bribery, embezzlement and manipulation. Following the amount estimation stage comes another stage, which is determining the contractor or the company based on a prior agreement with government officials. Ultimately, the project is implemented with minimal specifications to achieve higher profits. »³²

Le service de recherches norvégien Landinfo (Norwegian Country of Origin Information Centre) illustre la façon dont la corruption se produit en Irak en expliquant comment des Palestiniens apatrides obtiennent des documents d'identité et de voyage. Dans le cas de documents auxquels ils peuvent légitimement prétendre, des dessous-de-table doivent aussi être versés. Même lorsque le formulaire de demande en question est correctement complété, les fonctionnaires compétents parviennent à dénicher des erreurs et la pression est mise sur le demandeur pour qu'il verse un pot-de-vin³³.

Dans un entretien avec The Independent, un ex-ministre décrit le gouvernement irakien comme « une kleptocratie institutionnalisée »³⁴. D'après l'expert en sciences politiques et activiste Ghassan al Attiyah, la corruption est omniprésente en Irak :

« You can't get a job in the army or the government unless you pay; you can't even get out of prison unless you pay. Maybe a judge sets you free but you must pay for the paperwork, otherwise you stay

²⁹ The Guardian, 19/02/2016, [url](#)

³⁰ The Guardian, 19/02/2016, [url](#)

³¹ Al-Monitor, 14/09/2015, [url](#)

³² Al-Monitor, 27/02/2015, [url](#)

³³ Landinfo, 23/01/2014, p.21, [url](#)

³⁴ The Independent, 04/03/2013, [url](#)

there. Even if you are free you may be captured by some officer who paid \$10,000 to \$50,000 for his job and needs to get the money back. »³⁵

2. Mesures anti-corruption

En août 2020, le Premier ministre Mustafa al-Khadimi créait par décret un comité « spécial et permanent » chargé d'enquêter et de poursuivre en justice la corruption à grande échelle dans les ministères et les services publics³⁶. À l'automne 2020, le Conseil des ministres irakien licencierait environ un millier de fonctionnaires irakiens en raison de condamnations pour gabegie, corruption et/ou détournement de fonds. Dans la région du KRG, 158 procès pour corruption étaient en cours durant la période de janvier 2020 à novembre 2020³⁷. En février 2019, le Premier ministre irakien d'alors, Adil Abdul Mahdi, a fait de la lutte contre la corruption une priorité absolue³⁸ et a créé le High Council for Combating Corruption³⁹. Le parlement irakien a également annoncé des mesures pour lutter contre la corruption⁴⁰. En octobre 2019, le Conseil des ministres irakien licencie environ un millier de fonctionnaires pour corruption. En août 2019, le cabinet du Premier ministre signalait que le High Council for Combating Corruption a engagé des procédures judiciaires dans 8.824 dossiers de corruption⁴¹. Malgré l'extension du mandat de l'Integrity Commission⁴², le Département d'État américain (USDOS) estime que les performances de cette institution sont décevantes⁴³. Selon la Bertelsmann Stiftung, son personnel subit des intimidations et des pressions politiques⁴⁴. D'autres organes chargés de lutter contre la corruption, tels que le Federal Board of Audit, les inspecteurs généraux et la commission parlementaire sur l'intégrité, sont également inefficaces et ne disposent pas des ressources ni de l'autorité nécessaires pour prendre des mesures décisives⁴⁵. L'ancien Premier ministre Haider al-Abadi avait également placé la lutte contre la corruption en tête de ses priorités, mais n'avait pas réussi à mettre en œuvre des réformes⁴⁶. La loi d'amnistie promulguée par al-Abadi en 2016 s'est avérée contre-productive dans la lutte contre la corruption. Cette législation est à la base de la remise en liberté de centaines d'hommes politiques et de fonctionnaires condamnés pour corruption⁴⁷. La législation visant à sanctionner la corruption n'est toujours pas appliquée. Par exemple, il n'est pas interdit aux fonctionnaires condamnés d'exercer une fonction publique⁴⁸.

Selon la Bertelsmann Stiftung, malgré la volonté politique réelle de certains hommes politiques irakiens de haut niveau d'agir contre la corruption, des intérêts particuliers s'y opposent et l'approche actuelle reste trop modeste pour mettre fin à la corruption structurelle enracinée⁴⁹. Bien que depuis 2006, chaque gouvernement irakien ait annoncé des mesures anti-corruption⁵⁰, une approche globale de la corruption se fait toujours attendre et la plupart des hommes politiques et des fonctionnaires corrompus échappent aux poursuites judiciaires :

³⁵ The Independent, 04/03/2013, [url](#)

³⁶ USDOS, 30/03/2021, [url](#)

³⁷ USDOS, 30/03/2021, [url](#)

³⁸ Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 31, [url](#)

³⁹ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

⁴⁰ UN Security Council, 02/05/2019, p. 2, [url](#)

⁴¹ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

⁴² UN Security Council, 02/05/2019, p. 2, [url](#)

⁴³ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

⁴⁴ Bertelsmann Stiftung, 2018, [url](#)

⁴⁵ U4 Anti-corruption Resource Centre, pp. 18-20, [url](#)

⁴⁶ Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 13, [url](#)

⁴⁷ Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 31, p. 33, [url](#)

⁴⁸ World Bank, 2020, p. 112, [url](#)

⁴⁹ Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, p. 31, [url](#)

⁵⁰ Bertelsmann Stiftung, 2018, pp. 12-13, p. 24, [url](#)

« There has been no holistic anti-corruption approach at all administrative and political levels, nor in the business sector. In the absence of systematic prosecution of office abuse, officials have no real incentive to give up the prospect of personal gains. Some isolated anti-corruption actions against influential political actors were either used to convince the public of the government's commitment to fight corruption or to target opponents. »⁵¹

Patrick Cockburn, correspondant expérimenté en Irak, souligne qu'il est difficile de s'attaquer à la corruption, parce que l'élite sociale et les réseaux de favoritisme qui l'ont bâtie profitent du maintien du système existant :

« Iraqis and Saudis may denounce corruption at the top but millions of them have a stake in the system, which gives it a certain stability. In Iraq, for instance, some 4.5 million Iraqis work for the state and these are the plum jobs that others would like to have. Though political leaders in Baghdad talk about reforming this system, it is politically dangerous to do so because the networks of corruption and patronage established themselves too long ago and involve too many powerful people and parties. "Anti-corruption campaigns" – in Iraq as in Saudi Arabia – are often just one group of super-rich trying to displace another. »⁵²

3. Fraude documentaire

Selon le DFAT, se procurer de faux documents en Irak est facile et ne coûte pas cher. Les documents authentiques peuvent également être obtenus frauduleusement, généralement en soudoyant des fonctionnaires compétents⁵³. Le Norwegian Refugee Council (NRC) fait état de pratiques de corruption et de pots-de-vin dans la délivrance de documents d'identité et autres aux *internally displaced persons* (IDP)⁵⁴. En 2018, le Landinfo norvégien rapporte que de nombreux documents irakiens présentés à l'ambassade de Norvège à Amman se révèlent être des faux⁵⁵. Dans une interview accordée à l'Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), le directeur de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Bagdad affirme que de nombreux faux documents sont en circulation en Irak :

« It is not necessar[il]y big criminal gangs, but more petty criminal gangs or people working in administration [who] want to make extra money by selling documents. It is very easy to establish contact with somebody in [the] administration [who] will facilitate to have a passport or any other identity document. »⁵⁶

En février 2016, un collaborateur du bureau Middle East and North Africa (MENA) de l'UNHCR à Amman expliquait que les documents irakiens falsifiés étaient essentiellement utilisés en dehors de l'Irak :

« Fraudulent documents are quite easily obtained but have limited utility inside Iraq since they are quickly recognized as such. More often, fraudulent documents are used outside Iraq to suggest areas of origin (e.g., ... conflict areas). »⁵⁷

Par ailleurs, ce collaborateur de l'UNHCR a indiqué que le « Souk de Mredy », un marché situé près de Sadr City à Bagdad, est réputé comme un endroit où l'on peut se procurer de faux documents et de faux tampons⁵⁸.

⁵¹ Bertelsmann Stiftung, 2018, pp. 12-13, [url](#)

⁵² The Independent, 06/07/2018, [url](#)

⁵³ DFAT, 17/08/2020, p. 67, [url](#)

⁵⁴ NRC, 2019, p. 19, [url](#)

⁵⁵ Landinfo, 11/04/2018, p. 13, [url](#)

⁵⁶ IRB, 18/02/2016, [url](#)

⁵⁷ IRB, 18/02/2016, [url](#)

⁵⁸ IRB, 18/02/2016, [url](#)

C'est principalement au moment de la flambée des violences à caractère confessionnel, au cours de la période 2006-2007 que de nombreux faux documents d'identité étaient en circulation en Irak. En effet, selon le UK Home Office en décembre 2014, pendant cette période certains Irakiens se sont servis de faux documents d'identité afin de dissimuler leur conviction religieuse⁵⁹.

3.1. Carte d'identité

Le Landinfo norvégien rapportait en 2018 que cela fait plusieurs années qu'une nouvelle carte d'identité électronique a été introduite en Irak. D'après Landinfo, cette carte d'identité électronique présente un certain nombre de caractéristiques d'authenticité qui la rendent difficile à falsifier. Landinfo n'a pas connaissance de falsifications de ce document⁶⁰.

Landinfo rapporte également qu'il faudra encore des années avant que toutes les cartes d'identité soient remplacées par une nouvelle version électronique⁶¹. Pour en obtenir une (nouvelle), le demandeur doit présenter sa carte d'identité actuelle, une preuve de sa nationalité, un certificat de résidence et une carte de rationnement⁶². Il est de notoriété publique que ces documents peuvent être falsifiés ou obtenus frauduleusement⁶³. Les sources consultées ne fournissent aucune précision quant à la manière dont les services compétents vérifient l'authenticité de ces documents lors de la délivrance d'une nouvelle carte d'identité électronique.

Le DFAT pointe la faiblesse des caractéristiques d'authentification des précédentes cartes d'identité irakiennes par rapport à celles de la version électronique actuelle. Par ailleurs, les procédures de délivrance de ces documents étaient obsolètes et peu fiables⁶⁴. Des contrefaçons de la version précédente de la carte d'identité irakienne sont disponibles à un prix relativement bas, rapporte Landinfo. De nombreux citoyens irakiens se procurent ces documents pour gagner du temps, étant donné la durée nécessaire à l'obtention d'un document d'identité par voie légale (potentiellement plusieurs mois)⁶⁵.

Le rapport (*ambtsbericht*) du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas de novembre 2016 indique qu'il est possible que des dessous-de-table soient versés au moment de demander des documents d'identité irakiens, même si l'on ignore à quelle échelle le phénomène se produit. Les motifs de cet acte de corruption sont, entre autres, le souci d'accélérer la procédure de demande, ou de « compenser » l'absence des documents requis⁶⁶. Le directeur de l'OIM à Bagdad a fait savoir à l'Immigration and Refugee Board of Canada (IRB) que les caractéristiques d'authenticité des documents d'identité irakiens ne sont pas efficaces. Ces cartes d'identité pouvaient (avant l'introduction de la nouvelle carte d'identité électronique) notamment être contrefaites avec une relative facilité⁶⁷.

3.2. Passeport

Selon le DFAT, l'actuelle série A et l'ancienne série G de passeports irakiens présentent de solides dispositifs de sécurité. Les passeports irakiens de la série S délivrés entre 2003 et 2006 étaient plus

⁵⁹ United Kingdom Home Office, 24/12/2014, p. 79, [url](#)

⁶⁰ Landinfo, 11/04/2018, p. 27, [url](#)

⁶¹ Landinfo, 16/12/2015, p. 22, [url](#)

⁶² IRB, 23/08/2017, [url](#)

⁶³ DFAT, 09/10/2018, p. 32, [url](#) ; NRC/IDMC, 04/03/2010, p. 210, [url](#)

⁶⁴ DFAT, 17/08/2020, p. 67, [url](#)

⁶⁵ Landinfo, 11/04/2018, pp. 26-27, [url](#); Landinfo, 23/01/2014, p. 20, [url](#)

⁶⁶ Nederlands Ministerie van Buitenlandse Zaken, 14/11/2016, p. 19, [url](#)

⁶⁷ IRB, 18/02/2016, [url](#)

faciles à falsifier et il est possible de s'en procurer des contrefaçons bon marché⁶⁸. Par ailleurs, bien qu'ils présentent en soi de bonnes caractéristiques en matière de sécurité, il se peut que des passeports irakiens de la série A soient délivrés sur la base de documents (des certificats de nationalité, des cartes d'identité, des cartes de rationnement et des certificats de naissance) falsifiés ou obtenus frauduleusement⁶⁹.

En 2018, le Landinfo norvégien signalait que les passeports irakiens sont relativement aisés à modifier ou à contrefaire. Ce sont surtout des falsifications de passeports des séries G et A qui sont en circulation, à savoir des passeports authentiques contenant de fausses données personnelles. En outre, il est possible d'obtenir d'authentiques exemplaires de passeports délivrés sur la base de cartes d'identité et/ou de certificats de nationalité falsifiés. D'autre part, la façon dont les noms sont rédigés sous forme latine n'est pas uniforme. Cela peut donner lieu à des malentendus et des présomptions de fraude, même quand le passeport est authentique. Un autre problème est à observer : des noms de familles interdits sous le régime Baa'th ne sont pas toujours mentionnés dans les passeports. Enfin, outre des passeports, des visas de voyage contrefaits sont aussi en circulation pour des pays européens⁷⁰.

Le *ambtsbericht* des Pays-Bas de novembre 2016 fait état de possibilité de corruption lors de demandes de documents d'identité, bien que l'on ignore à quelle échelle se rencontre cette pratique⁷¹. Le directeur de l'OIM à Bagdad signale à l'Immigration and Refugee Board of Canada que les dispositifs de sécurité des documents d'identité irakiens ne sont pas efficaces. Les passeports peuvent également être falsifiés avec une relative facilité⁷². La même source explique qu'il en coûte quelque 25.000 dinars irakiens (environ vingt dollars) pour obtenir un passeport. Si la procédure de demande dure trop longtemps ou si l'on ne veut ou l'on ne peut obtenir de passeport authentique, de faux passeports sont disponibles au marché noir. Le prix varie de 100 à 300 dollars en fonction de la qualité du faux passeport⁷³. L'Assyrian International News Agency, une agence d'informations qui commente les développements au Moyen-Orient du point de vue de la communauté assyrienne, a rapporté en 2007 que de nombreux passeports irakiens authentiques étaient aussi utilisés par des personnes qui ressemblent à leur porteur légitime⁷⁴.

3.3. Certificat de nationalité

Selon le DFAT, les certificats de nationalité irakiens sont plus souvent obtenus de manière frauduleuse que les cartes d'identité ou les passeports⁷⁵. En 2018 le Landinfo norvégien signalait qu'un grand nombre de certificats de nationalité irakiens (*jinsiya*) soumis à l'ambassade de Norvège à Amman se sont révélés être des faux. Selon les informations, des certificats de nationalité sont offerts à la vente pour quelque 150 dollars⁷⁶. Dès lors, de nombreux faux sont en circulation⁷⁷. Landinfo a ajouté que les certificats de nationalité ne comportent pas de filigrane et que cela n'a jamais été le cas⁷⁸.

Le *ambtsbericht* des Pays-Bas de novembre 2016 fait état d'une possible corruption lors de demandes de documents d'identité, bien que l'on ignore à quelle échelle se rencontre cette pratique. Les raisons de soudoyer les fonctionnaires sont notamment la volonté d'accélérer la procédure de demande, ou

⁶⁸ DFAT, 09/10/2018, p. 32, [url](#)

⁶⁹ DFAT, 09/10/2018, p. 32, [url](#)

⁷⁰ Landinfo, 11/04/2018, pp. 13- 15, [url](#); Landinfo, 23/01/2014, pp. 13-14, [url](#)

⁷¹ Nederlands Ministerie van Buitenlandse Zaken, 14/11/2016, p. 19, [url](#)

⁷² IRB, 18/02/2016, [url](#)

⁷³ IRB, 18/02/2016, [url](#)

⁷⁴ AINA, 29/11/2007, [url](#)

⁷⁵ DFAT, 09/10/2018, p. 31, [url](#)

⁷⁶ Landinfo, 11/04/2018, p. 30, [url](#)

⁷⁷ Landinfo, 23/01/2014, pp. 25-26, [url](#)

⁷⁸ Landinfo, 11/04/2018, p. 30, [url](#)

de « compenser » l'absence de documents requis⁷⁹. Le directeur de l'OIM à Bagdad signale à l'Immigration and Refugee Board of Canada que les dispositifs de sécurité des documents d'identité irakiens ne sont pas efficaces. Les certificats de nationalité peuvent aussi être facilement contrefaits⁸⁰. L'OIM a également fait mention auparavant d'une fraude généralisée touchant les certificats de nationalité et d'autres documents d'identité⁸¹.

3.4. Autres documents

Le DFAT note que les documents délivrés par des organismes religieux, tels que les certificats de mariage et de divorce, ainsi que les attestations relatives à la tutelle, sont dépourvus de dispositifs de sécurité⁸². Toujours selon le DFAT, les cartes de rationnement et les certificats de naissance peuvent être falsifiés ou obtenus frauduleusement⁸³. Le Landinfo signalait en 2018 que les certificats de naissance irakiens étaient fréquemment falsifiés, notamment parce que le document est nécessaire pour la délivrance d'une carte d'identité ou d'un certificat de nationalité⁸⁴. Qui plus est, des sources diplomatiques à Amman informent Landinfo que de faux certificats de décès sont souvent déposés auprès de leurs services⁸⁵. Il circule également de fausses attestations de domicile, comme un représentant de l'OIM en Irak en informe l'Immigration and Refugee Board of Canada⁸⁶. D'après le Norwegian Refugee Council/Internal Displacement Monitoring Centre (NRC/IDMC), des cartes de rationnement, délivrées pour recourir au *Public Distribution System* (PDS), sont falsifiées⁸⁷. Selon la Banque mondiale, le PDS est miné par la corruption⁸⁸. En 2011, le Special Inspector General for Iraqi Reconstruction (SIGIR) signalait une fraude massive concernant les diplômes en Irak. Il était question de milliers de cas de fraude⁸⁹. L'on fait également état de fraude aux diplômes dans la région du KRG⁹⁰.

4. Trafic d'êtres humains

Europol rapportait en avril 2021 que des organisations criminelles qui se livrent à la traite des êtres humains produisent de faux documents pour les migrants qui entrent en Europe de manière irrégulière⁹¹. La traite des êtres humains est considérée comme une activité très lucrative du crime organisé en Europe et la fraude documentaire est un volet essentiel de la stratégie de ces réseaux de trafic d'êtres humains⁹². En 2017, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR) rapportait que les réseaux criminels qui font passer, notamment, des Irakiens à l'étranger, opèrent ces dernières années de plus en plus professionnellement :

« Smuggling networks catering to Arabic speakers underwent an incredible evolution in 2016. It started with opportunistic local money-making by offering transport and accommodation, and

⁷⁹ Nederlands Ministerie van Buitenlandse Zaken, 14/11/2016, p. 19, [url](#)

⁸⁰ IRB, 18/02/2016, [url](#)

⁸¹ IRB, 25/11/2013, [url](#)

⁸² DFAT, 17/08/2020, p. 67, [url](#)

⁸³ DFAT, 09/10/2018, p. 32, [url](#)

⁸⁴ Landinfo, 11/04/2018, p. 32, [url](#)

⁸⁵ Landinfo, 11/04/2018, p. 32, [url](#)

⁸⁶ IRB, 25/11/2013, [url](#)

⁸⁷ NRC/IDMC, 04/03/2010, p. 210, [url](#)

⁸⁸ World Bank, 2020, p. 107, [url](#)

⁸⁹ SIGIR, 30/01/2011, p. 79, [url](#)

⁹⁰ Rudaw, 14/03/2013, [url](#); Ekuurd daily, 28/07/2012, [url](#)

⁹¹ Europol, 12/04/2021, pp. 74-76, [url](#)

⁹² Europol, 28/02/2017, p. 49, [url](#)

transformed into an intricate international criminal business within a few months. Now, smuggling offers on Facebook include international illegal travel by land, air and sea, bribing embassy officials into providing visas, stealing passports in one country and selling them in another, and forgery of a large variety of documents. »⁹³

De nombreux citoyens irakiens qui fuient le pays font appel à des passeurs qui leur fournissent les documents de voyage nécessaires. Selon le Strategic Studies Institute (SSI), la fraude au documents de voyage ou autres documents constitue un volet essentiel du modus operandi de ce type de réseaux de trafic d'êtres humains⁹⁴. Le trafic d'êtres humains d'Irak en Europe a créé un circuit dans le cadre duquel de faux documents irakiens font l'objet d'un commerce. Pratiquement tous les documents sont contrefaits : actes de naissance, actes de mariage, actes de décès, documents militaires, permis de conduire et cartes d'identité, comme le fait savoir un expert du Migration Office suédois et l'Assyrian International News Agency (AINA) ⁹⁵. Les faux documents sont également proposés la vente à l'étranger⁹⁶. En 2019, la police allemande de Cologne a démantelé un réseau de contrebande et a arrêté deux Irakiens. Entre autres charges, ils sont accusés de faux en écriture et d'utilisation de documents falsifiés⁹⁷. En septembre 2017, la police judiciaire fédérale en Belgique a arrêté dix membres d'une bande criminelle irakienne. Lors des perquisitions aux domiciles des membres de cette bande, des documents falsifiés ont été découverts⁹⁸.

En 2015, en Finlande, les services des douanes ont intercepté un grand nombre de colis contenant des passeports ou documents d'identité irakiens et syriens⁹⁹. Près de la moitié des 226 réseaux de trafiquants démantelés en France en 2014 ont révélé leur implication dans la contrefaçon de documents¹⁰⁰.

⁹³ UNHCR, 25/06/2017, p. 27, [url](#)

⁹⁴ SSI, 06/2009, pp. 184 - 186, [url](#)

⁹⁵ AINA, 29/11/2007, [url](#)

⁹⁶ Landinfo, 23/01/2014, p. 6, [url](#)

⁹⁷ Infomigrants, 09/04/2019, [url](#)

⁹⁸ De Standaard, 21/09/2016, [url](#)

⁹⁹ YLE Uutiset, 24/09/2015, [url](#)

¹⁰⁰ AP News, 11/06/2015, [url](#)

Résumé

Une corruption profondément ancrée, une fraude documentaire généralisée et une ingérence des réseaux de trafiquants ont pour effet que, tant en Irak qu'à l'étranger, les documents d'identité (et d'autres documents officiels) irakiens sont en circulation, qu'ils soient faux ou qu'ils aient été obtenus en corrompant des fonctionnaires publics. Ce sont, entre autres, les cartes d'identité, les passeports, les certificats de nationalité, les actes de naissance, les actes de décès, les cartes de rationnement, les attestations de domicile et les diplômes qui sont fréquemment falsifiés. D'autres documents officiels peuvent également être contrefaits ou obtenus par la corruption de fonctionnaires.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

- Al-Monitor (Bassem W.), *Iraq's corruption continues unchecked*, 27/02/2015, <https://www.al-monitor.com/pulse/fr/originals/2015/02/iraq-contracting-corruption-reconstruction-projects.html> [consulté le 26/06/2019]
- Al-Monitor (Bassem W.), *Iraq's government, society struggle with widespread bribery*, 14/09/2015, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/09/iraq-bribery-corruption-government.html> [consulté le 26/06/2019]
- AP News (Ganley E.), *Experts meet in Paris to tackle growing document fraud*, 11/06/2015, <https://www.apnews.com/fe623536e08648bc87bb5fd209a0a8f4> [consulté le 26/06/2019]
- Assyrian International News Agency (AINA) (Kino N. and Löfrgen M.), *Sweden's 300 million dollar Iraqi refugee trafficking business*, <https://web.archive.org/web/20170623195459/http://www.aina.org/reports/srtb.pdf> [consulté le 03/07/2019]
- Bertelsmann Stiftung, *BTI 2018 – Iraq report*, 2018, https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country_report_2018_IRQ.pdf [consulté le 27/06/2019]
- Bertelsmann Stiftung, *BTI 2020 Country Report Iraq*, 29/04/2020, https://www.ecoi.net/en/file/local/2029486/country_report_2020_IRQ.pdf [consulté le 03/05/2021]
- Bertelsmann Stiftung, *Transformation Index - Iraq Country report 2014*, 2014, <https://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/detail/itc/irq/ity/2014/itr/mena/> [consulté le 26/06/2019]
- De Standaard, *Enkeltje Bagdad-Brussel voor 20.000 dollar*, 21/09/2016, https://www.standaard.be/cnt/dmf20160920_02477653 [consulté le 17/05/2021]
- Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT) Australian Government, *DFAT Country Information Report Iraq*, 17/08/2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2036511/country-information-report-iraq.pdf> [consulté le 04/05/2021]
- Dodge T., *Corruption continues to destabilize Iraq*, 01/10/2019, <https://www.chathamhouse.org/2019/10/corruption-continues-destabilize-iraq> [consulté le 04/05/2021]
- Ekurd daily, *Fake diplomas threaten Iraqi Kurdistan's university reputation*, 28/07/2012, <http://ekurd.net/mismas/articles/misc2012/7/state6387.htm> [consulté le 03/07/2019]
<https://www.750g.com/flan-patisserie-ou-flan-parisien-r69720.htm>
- Europol, *European Union: Serious and organized crime threat assessment*, 12/04/2021, <https://www.europol.europa.eu/activities-services/main-reports/european-union-serious-and-organised-crime-threat-assessment> [consulté le 17/05/2021]
- Europol, *European Union: Serious and organized crime threat assessment*, 28/02/2017, <https://www.europol.europa.eu/activities-services/main-reports/european-union-serious-and-organised-crime-threat-assessment-2017> [consulté le 17/05/2021]
- Freedom House, *Freedom in the World 2021 - Iraq*, 03/03/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2046520.html> [consulté le 04/05/2021]
- Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), *Iraq : information sur le certificat de nationalité, y compris sa fonction et sa validité; les exigences et les procédures ayant trait à la délivrance, au renouvellement et au remplacement; la quantité de certificats frauduleux (2011-novembre 2013)*, 25/11/2013, <http://www.refworld.org/docid/52cd07920.html> [consulté le 02/06/2018]
- Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), *Iraq: Availability of fraudulent identification documents, including passports, national identity cards, certificates of nationality and birth certificates; state efforts to combat fraud (2014-January 2016) [IRQ105418.E]*, 18/02/2016, <https://www.ecoi.net/en/document/1018352.html> [consulté le 09/07/2018]
- Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), *Iraq: Requirements and procedures to obtain one of the new national identity cards, including from abroad and by proxy; information on the expansion of the issuance program, including when, where and to whom the new national identity cards have been issued; security features of the new cards; incidents of fraud (2014-2017) [IRQ105845.E]*, 23/08/2017, <https://www.ecoi.net/en/document/1424656.html> [consulté le 20/05/2021]
- Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), *Iraq: Residence Card and Public Distribution System (PDS) ration card, including purpose and validity; requirements and procedures for the issuance, renewal and*

replacement of the cards; frequency of fraudulent cards; whether a person can live in the country without these cards (1991-November 2013), 25/11/2013, <https://www.refworld.org/docid/52cd09414.html> [consulté le 09/07/2018]

Infomigrants, *Cologne police raid a suspected people-smuggling ring*, 09/04/2019, <https://www.infomigrants.net/fr/post/16200/cologne-police-raid-a-suspected-people-smuggling-ring> [consulté le 17/05/2021]

Landinfo - Norwegian Country of Origin Information Centre, *Iraq: Travel documents and other identity documents*, 23/01/2014, http://www.ecoi.net/file_upload/1788_1399885524_2863-1.pdf [consulté le 26/06/2019]

Landinfo - Norwegian Country of Origin Information Centre, *Report Iraq: travel documents and other identity documents*, 16/12/2015, https://www.landinfo.no/asset/3369/1/3369_1.pdf [consulté le 03/07/2019]

Landinfo - Norwegian Country of Origin Information Centre, *Temanotat Irak: Reisedokumenter og andre ID - dokumenter* [Themanota Irak: Reisdocumenten en andere identiteitsdocumenten], 11/04/2018, https://www.ecoi.net/en/file/local/1429416/5228_1523540269_irak-temanotat-reisedokumenter-og-andre-iddokumenter-grha-oppdatering-11042018.pdf [consulté le 09/07/2018]

Nederlands Ministerie van Buitenlandse Zaken, *Algemeen ambtsbericht Irak*, 14/11/2016, <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/ambtsberichten/2016/11/14/algemeen-ambtsbericht-over-irak> [consulté le 09/07/2018]

Norwegian Refugee Council (NRC), *Paperless people of post-conflict Iraq: Denied rights, barred from basic services and excluded from reconstruction efforts*, 2019, https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/paperless-people-of-post-conflict-iraq/paperless_people_medium_single_pages.pdf [consulté le 18/05/2021]

Norwegian Refugee Council/Internal Displacement Monitoring Centre (NRC/IDMC), *Iraq: Little new displacement but in the region of 2.8 million Iraqis remain internally displaced - A profile of the internal displacement situation*, 04/03/2010, <http://www.refworld.org/docid/4b90da1d2.html> [consulté le 09/07/2018]

Rudaw (Ahmed H.), *Iraq's Kurdistan region cracking down on fake diplomas*, 14/03/2013, <http://rudaw.net/english/kurdistan/130320131> [consulté le 03/07/2019]

Special Inspector General for Iraq Reconstruction (SIGIR), *Quarterly report and semiannual report to the United States Congress*, 30/01/2011, <http://cybercemetery.unt.edu/archive/sigir/20130930185834/http://www.sigir.mil/publications/quarterlyreports/index.html> [consulté le 02/07/2018]

Strategic Studies Institute (SSI) (Williams P.), *Criminals, militias and insurgents: organized crime in Iraq*, 06/2009, <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubid=930> [consulté le 05/07/2019]

The Guardian (Chulov M.), *Post-war Iraq: 'Everybody is corrupt, from top to bottom. Including me'*, 19/02/2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/feb/19/post-war-iraq-corruption-oil-prices-revenues> [consulté le 30/06/2019]

The Independent (Cockburn P.), *After ISIS is gone Iraq will continue to be a deeply corrupt country*, 06/07/2018, <https://www.independent.co.uk/voices/iraq-isis-corruption-airstrikes-baghdad-patrick-cockburn-a8434371.html> [consulté le 05/07/2019]

The Independent (Cockburn P.), *Iraq 10 year on : how Baghdad became a city of corruption*, 04/03/2013, <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iraq-10-years-on-how-baghdad-became-a-city-of-corruption-8520038.html> [consulté le 05/07/2019]

The New York Times, *Inside the Iraqi kleptocracy*, 29/07/2020, <https://www.nytimes.com/2020/07/29/magazine/iraq-corruption.html> [consulté le 03/05/2021]

Transparency International, *Corruption perceptions index, 2021*, <https://www.transparency.org/en/cpi/2020/index/irq> [consulté le 03/05/2021]

Transparency International, *The full data set, 2019*, <https://www.transparency.org/cpi2018#downloads> [consulté le 27/06/2019]

U4 Anti- Corruption Resource Centre, *Iraq: overview of corruption and anti- corruption*, 20/03/2015, <https://www.u4.no/publications/iraq-overview-of-corruption-and-anti-corruption-2.pdf> [consulté le 27/06/2019]

U4 Anti-corruption Resource Centre, *U4 helpdesk answer: corruption and anti-corruption in Iraq*, 11/12/2020, https://knowledgehub.transparency.org/assets/uploads/helpdesk/Overview-of-corruption-and-anti-corruption-in-Iraq_2021_PR_final.pdf [consulté le 10/05/2021]

UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), *From a refugee perspective- Discourse of Arabic speaking and Afghan refugees and migrants on social media from March to December 2016*, 25/06/2017, <https://www.unhcr.org/5909af4d4.pdf> [consulté le 05/07/2018]

UN Security Council, *Implementation of resolution 2421 (2018); Report of the Secretary-General [S/2019/365]*, 02/05/2019, https://www.ecoi.net/en/file/local/2008023/S_2019_365_E.pdf [consulté le 27/06/2019]

United Kingdom Home Office, *Country Information and Guidance - Iraq: Internal relocation (and technical obstacles)*, 24/12/2014, <https://www.refworld.org/docid/54a675174.html> [consulté le 09/07/2018]

United States Department of State (USDOS), *Country Report on Human Rights Practices 2018 - Iraq*, 13/03/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2004254.html> [consulté le 27/06/2019]

United States Department of State (USDOS), *2020 Country Report on Human Rights Practices: Iraq*, 30/03/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2048100.html> [consulté le 30/04/2021]

World Bank, *Anticorruption fact sheet*, 19/02/2020, <https://www.worldbank.org/en/news/factsheet/2020/02/19/anticorruption-fact-sheet> [consulté le 30/04/2021]

World Bank, *Breaking out of fragility: a country economic memorandum for diversification and growth in Iraq*, 2020, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34416/9781464816376.pdf?sequence=4&isAllowed=y> [consulté le 12/05/2021]

World Bank, *Worldwide governance indicators*, 2019, <http://info.worldbank.org/governance/wqi/index.aspx#reports> [consulté le 27/06/2019]

YLE Uutiset, *Customs : forged IDs being mailed to asylum seekers*, 24/09/2015, http://yle.fi/uutiset/customs_forged_ids_being_mailed_to_asylum_seekers/8330640 [consulté le 05/07/2019]